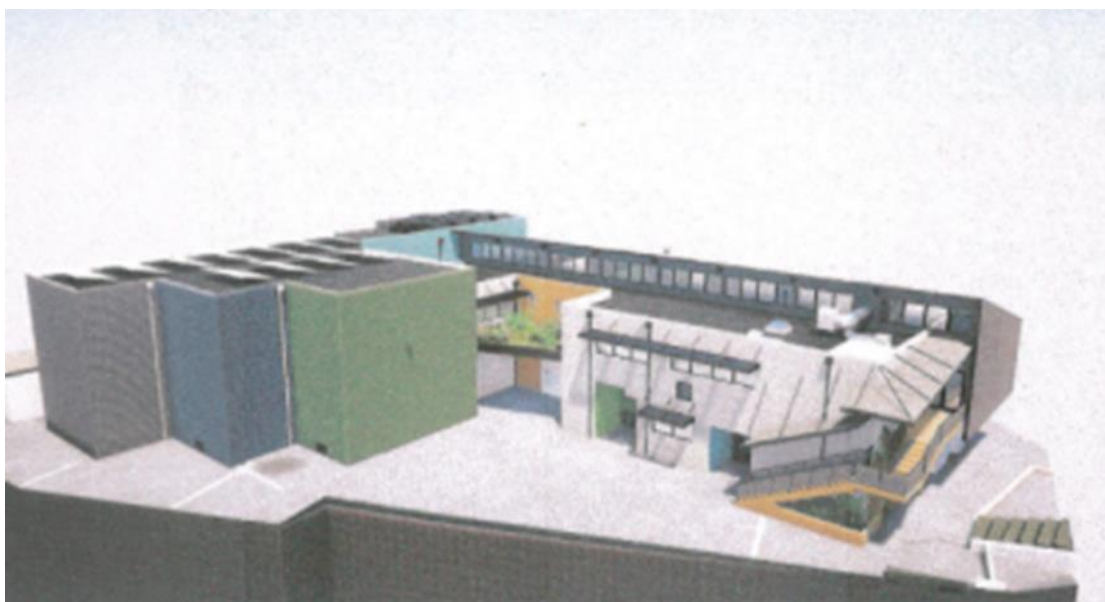


276 – DLEM – 26RN22 : Construction et Réhabilitations du pôle Restauration

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé



Document indice :

B

Actualisation		
Indices	Dates	Modifications
A	12/04/2019	1 ^{ère} diffusion.
B	16/10/19	Mise à jour 2.1 accès au chantier.
C	22/08/2022	Mise à jour suite demande Mr ZOUBERT Karim



Sommaire

1 - Renseignements d'ordre administratif	2
1.1 concernant l'opération.....	2
1.2 concernant les intervenants.....	2
1.3 concernant les services publics (EDF, service des eaux, etc.)	3
1.4 concernant les services de prévention (inspection du travail, CRAM, OPPBTP).	3
1.5 concernant l'environnement.....	3
2 - Mesures générales d'organisation du chantier	5
2.1 accès au chantier.....	5
2.2 voies existantes.....	6
2.3 desserte du chantier pour le personnel : (indications sur les transports en commun éventuellement utilisables).	7
2.4 clôture du chantier.....	7
2.5 installations de chantier.....	7
2.6 cantonnement.....	8
2.7 dimension : (adaptée au nombre d'entreprises et aux effectifs).	8
2.8 localisation :	8
2.9 accessibilité depuis la voie publique.....	9
2.10 traitement de la plate-forme	9
2.11 type.....	9
2.12 eau.....	9
2.13 W.-C.....	9
2.14 électricité : (déterminer l'entreprise responsable de la maintenance et de la vérification).....	9
2.15 incendie.....	9
2.16 secours : poste téléphonique d'appel.....	10
2.17 nettoyage : conditions de nettoyage.....	10
2.18 entretien technique : déterminer l'entreprise responsable.....	10
2.18 hébergement des travailleurs : dispositions adoptées.....	10
2.19 propreté - évacuation des déchets.....	10
2.20 règles générales de nettoyage du chantier applicables à chaque entreprise.....	11
2.21 moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravois.....	11
2.22 mesures de sauvegarde envisagées en cas de carence persistante d'une entreprise.....	12
2.23 gardiennage.....	12
3 - Mesures de coordination	12
3.1 - Circulation - approvisionnement	12
3.2 - Levage et manutention	14
3.3 - Protection des accès	15
3.4 - Protections collectives :	15
3.5 -Électricité de chantier.....	17
3.6 - Travaux interférents.....	18
3.7 dispositions prises pour prévenir les risques superposés.....	18
3.8 dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (décalage horaire des travaux concernés).	19
3.9 Travaux spécifiques	19
3.10 Prévention et protection incendie	21
4 - Organisation des secours.....	23
4.1 accès du chantier et circulations sur le chantier réservés aux secours.....	23
4.2 identification du chantier et de ses accès par les secours.....	23
4.3 téléphones de secours.....	23
4.4 secourisme – infirmerie.....	24
4.5 moyen d'évacuation des blessés (nacelle).....	24

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 2 sur 29



1 - Renseignements d'ordre administratif

1.1 Concernant l'opération. Construction et Réhabilitation du Pôle de Restauration Dzaoudzi 976 MAYOTTE

Département : **MAYOTTE**

Localité : **Dzaoudzi**

Opération :

- **CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU POLE RESTAURATION**
- L'opération est une opération de (1^{ère}) première catégorie au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.
- Les entreprises et leurs sous-traitants, devront tenir compte dans leur offre, de toutes les incidences économiques induites par les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité. Ces prestations sont réputées comprises dans les prix du marché.
- Les entreprises et leurs sous-traitants, devront remettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ce document a pour objectif d'être un outil spécifique de l'intervention de l'entreprise sur le chantier afin de prévenir les risques et préserver la santé des salariés ; de définir les solutions proposées par l'entrepreneur pour la mise en œuvre des mesures du présent plan général de coordination (PGC) ; de décrire les mesures retenues par l'entreprise pour assurer la sécurité et protéger la santé de ses salariés ; de préciser les risques générés par les travaux pour les autres intervenants. Ce document doit être fourni avant toute intervention sur le chantier. Les entreprises disposent de trente (30) jours pour établir le document. Ce délai de trente jours est ramené à 8 jours dans les cas de travaux sous-traités ou de lots accessoires.

Liste des Lots:

- **Lot n° 01 – Chapitre 1** Terrassement / VRD/ Espaces Vert
- **Chapitre 2** Gros- Œuvre
- **Chapitre 3** Charpente couverture
- **Chapitre 4** Résine de sol / Toiture terrasse / Etanchéité Liquide sous chape Etanchéité sous
- Faïence
- **Chapitre 5** Revêtement de sols et murs
- **Chapitre 6** Peinture
- :
- **Lot n° 02 – Chapitre 1** Menuiserie Aluminium
- **Chapitre 2** Métallerie
-
- **Lot n° 03 – Chapitre 1** Cloisons sèches / Faux plafonds
- **Chapitre 2** Menuiserie bois
-
- **Lot n° 04 –** Electricité Courant Fort / Courant faible
-
- **Lot n° 05 –** Plomberie Sanitaire / ECS / Gaz / Protection Incendie
-
- **Lot n° 06 – Chapitre 1** Froid alimentaire et cloison alimentaire et faux plafond alimentaire
- **Chapitre 2** Traitement d'air
-
- **Lot n°07- Appareils** élévateurs
-
- **Lot n°08 –** Création d'un satellite

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 3 sur 29



1.2 Concernant les intervenants

Maîtres de l'ouvrage :

MINISTÈRE DES ARMÉES

A l'attention de Monsieur TSEF Karim ZOUBERT
Direction d'infrastructure de la défense de Saint-Denis,
Caserne LAMBERT, BP 50800, 97476 ST DENIS CEDEX



 karim.zoubert@intradef.gouv.fr

Maitre d'œuvre :

AR.O.M. Architecture

15 Les Hauts des jardins du Collège - 97600



0269 61 00 59

 agence@arom-archi.fr

Bureau d'Etudes : OTEIS Ingénierie

Les hauts des jardins du collège - Local n° 5 MAMOUDZOU, 97600, Mayotte

kevin.renard@oteis.fr

julien.ehanno@oteis.fr

Bureau d'Etudes Energie Environnement : IN'TERRA

25 rue Casabona - 97410 Ste. Pierre

0262 30 88 58

Mailinterra@.re

Bet Cuisine / CARTE LIBRE

51 Chemin de l'école du Bois des Nefles 97426

0692 66 82 04

cartelibre@yahoo.fr

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 4 sur 29



Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :
MAORE COORDINATION SECURITE (M.C.S.)

SITE CAP MAY 3 ZI VALLEE 3 LONGONI – 97690 KOUNGOU

☎ 02 69 60 01 11

✉ secretariat.direction@holding-bm.com

1.3 Service d'urgence

POLICE / Gendarmerie	☎ 17
S.M.U.R.	☎ 15
POMPIERS	☎ 18 - GSM 112
Hôpital Mamoudzou <i>urgences</i>	☎ 0269 61 86 86
Electricité De Mayotte (24/24)	☎ 0269 60 82 60
SOGEA	☎ 0269 61 14 55
France Télécom	☎ 10 13
C.S.S.M. Sce Prévention	☎ 0269 61 87 48
DIECCTE (Inspection du Travail)	☎ 0269 61 16 57
Médecine du Travail (MEDETRAM)	☎ 0269 60 23 83
Préfecture	☎ 0269 63 50 00
Conseil Général Mayotte (CDM)	☎ 0269 64 90 00
DEAL (Direction de l'Equipement)	☎ 0269 61 12 54
Direction Générale Aviation Civile (DGAC)	☎ 0269 63 82 02
Direction Agriculture et Forêt (DAF)	☎ 0269 61 12 13

1.4 concernant l'environnement.

1.4.1 - bâtiments environnants et infrastructures.

	Servitudes particulières
<ul style="list-style-type: none">• Bâtiments• Co – activité avec l'environnement locaux occupés• Respect des heures d'approvisionnement du chantier	<ul style="list-style-type: none">• Maintenir les accès aux locaux commerciaux• Maintenir libre les places de parking aux abords immédiats notamment aux places handicapées.• Mettre en place les panneaux de signalisation• Maintenir la circulation sur la rue de la principale. Maintenir la propreté sur toutes les voies.

1.4.2 - interdictions de survol.

Le survol de charges au-dessus des bâtiments existants, cantonnements et en dehors de l'emprise du chantier, est interdit.

1.4.3 - chantiers limitrophes ouverts ou prévus.

Non connu à ce jour.

1.4.4 - réseaux : enterrés, aériens.

Conformément au décret 91-1147 du 14 octobre 1991, une demande de renseignements auprès des concessionnaires est effectuée par le Maître d'ouvrage.

En cas de doutes sur la présence d'éventuels réseaux enterrés, les entreprises devront vérifier la position par détection et sondages.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération N° MCS-16043	DLEM POLE RESTAURATION Page 5 sur 29
--	----------------------------------	--



En cas de risque lié à la proximité des réseaux, des mesures de prévention seront prises soient pendant la période de préparation soit pendant le déroulement du chantier. A savoir :

- Suppression du risque par mise hors tension ou isolation de la ligne,
- Déplacement de ligne,
- Organisations administratives et techniques pour respecter les distances de sécurité,
- Choix des méthodes et du matériel utilisé.

Les entreprises devront vérifier l'éventuelle présence de réseaux, par détection.

Le chef d'entreprise est tenu d'adresser au moins dix (10) jours avant le début des travaux, une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), aux administrations et établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, France Télécom, Service des eaux...) (le formulaire de déclaration cerfa n° 90-0189 est disponible en Mairie).

Avant l'ouverture du chantier, les entreprises devront reconnaître avec les différents concessionnaires, la position des réseaux existants à proximité du chantier et notamment les lignes, canalisations et installations électriques. (Décret n°65-48 du 8 janvier 1965 Art.181). Elles doivent s'informer auprès de l'exploitant, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations, afin de pouvoir s'assurer qu'au cours de l'exécution des travaux, le personnel ne sera pas susceptible de s'approcher lui-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'il utilisera, ou une partie quelconque des matériaux qu'il manutentionnera, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, et notamment à une distance inférieure à :

- Trois (3) mètres si la plus grande des tensions est $< 50\,000\text{V}$;
- Cinq (5) mètres si la plus grande des tensions est $\geq 50\,000\text{V}$.

Pour déterminer les distances minimales, l'entreprise doit tenir compte de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

Les travailleurs ou leurs outils ne doivent pas s'approcher à moins de 1,50 mètre des canalisations et installations électriques souterraines.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection des réseaux qui ne sont pas déplacés.

Les plans de récolement de tous les réseaux enterrés connus devront consultés par les entreprises intervenantes.

Malgré la connaissance des plans des réseaux en retour des DICT et des plans de récolement divers, les entreprises devront demander le repérage des réseaux auprès des concessionnaires et effectuer des sondages manuels à l'approche des réseaux

1.4.5 - nature du sol.

Nous ne détenons pas de renseignement sur l'éventuelle présence de vestiges archéologiques ou de présence d'explosifs ou cavités.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 6 sur 29

2 - Mesures générales d'organisation du chantier

2.1 Accès au chantier.

Situation : Le chantier se situe dans la commune de DZAOUZDI (976) Quartier CABARIBERE
- (Plan situation ci-dessous)



- Accès chantier :
Le chantier est accessible depuis la route nationale.

2.2 Voies existantes.

2.2.1 Nature.

Voies : revêtues

2.2.2 Gabarit.

Voies adaptées au trafic lourd.

2.3 Desserte du chantier pour le personnel : (indications sur les transports en commun éventuellement utilisables).

Chaque entreprise organise le transport de ses salariés. Les véhicules individuels du personnel, ou les véhicules de transport en commun devront stationner sur les espaces publics.

Le stationnement dans l'emprise du chantier au droit des zones de travail est réservé aux véhicules des sociétés transportant du matériel et/ou des matériaux. (Stationnement toléré pendant la période de déchargement).

<p>Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com</p>	<p>Opération N° MCS-16043</p>	<p>DLEM POLE RESTAURATION Page 7 sur 29</p>
---	--	---



2.4 clôtures du chantier

Une clôture de chantier de type Héras sur plots ou similaire sera mise en place pour délimiter l'emprise du chantier.

La réalisation, l'entretien et l'enlèvement des clôtures provisoires sont à la charge de l'entreprise du lot n° 1 Gros Œuvre.

La clôture sera implantée de manière à ne pas faire obstacle à la circulation, des secours. Elle devra être effective dès le début du chantier.

A tous les stades d'avancement, une signalisation efficace devra interdire l'accès à toute personne étrangère au chantier.

L'implantation de la clôture devra être soumise à l'agrément du maître d'œuvre et du Coordonnateur.

2.5 Installations de chantier.

Du fait que nous sommes en plein centre-ville et que nous n'avons pas d'autorisation de voirie pour permettre de mettre place une base vie conséquente. Chaque entreprise devra prévoir un VSR pour ces ouvriers et faire une demande à la Mairie pour avoir une place de stationnement réservé Place Masséna

Les installations comprendront au minimum :

A charge du lot 1 GO:

- La réalisation des accès chantier.
- La clôture de chantier
- La signalisation en amont et aval du chantier
- Le panneau de chantier et d'affichage du Permis de Construire
- La salle de réunion (dans le bâtiment existant)
- Les sanitaires
- Le branchement d'eau du chantier.
- Le branchement d'électricité du chantier
- Le branchement des EU et EV de chantier

A charge du lot 1 GO: Les branchements électriques de chantier à partir du coffret mis en place par le lot 1 et la déconnexion des réseaux existants ou non utilisés.

A charge du lot 1 GO: Les branchements d'eau de chantier à partir du branchement réalisé par le lot 1 et la déconnexion des réseaux existante ou non utilisés.

Avant le début des travaux, l'Entrepreneur du lot n°1 G.O devra remettre au Maître d'œuvre et au Coordonnateur, un plan d'installation de chantier en précisant les zones de stockage des matériaux, les zones de cantonnement, de stationnement des engins de levage et de livraison.

Le projet d'installation de chantier indiquera également la situation des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du site.

Pour l'utilisation d'appareils de levage et d'appareils de stockage, il convient de faire une demande d'autorisation auprès de la Mairie.

2.5.1 Emplacements destinés aux bureaux.

Dans le bâtiment en réhabilitation.

2.5.2 Ateliers.

Dans les véhicules et/ou dans le bâtiment en réhabilitation.

2.5.3 Magasins

Dans les véhicules et/ou dans le bâtiment en réhabilitation.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 8 sur 29



2.5.4 Plan d'installation de chantier et évolution dans le temps.

Le plan d'installation de chantier est prévu permanent pendant la durée du chantier.

En fin de travaux, les terrains ayant servi aux installations de chantier devront être remis en état.

2.6 Cantonnement.

Voir article 2.5.1.

Les locaux des travailleurs sur le chantier doivent être conformes aux prescriptions des articles R 232.2.2, R 232.2.3 à R 232.2.4, R 232.2.5 et R 232.10.1 du Code du travail, et des articles 189 à 192 du décret du 8 janvier 1965.

Ces installations sont constituées de locaux vestiaires, d'un réfectoire, et de sanitaires.

Le cantonnement doit être isolé des lieux de travail et de stockage des matériaux. Il devra être placé à proximité du passage des travailleurs. Si le cantonnement est séparé des lavabos, la communication entre ceux-ci, doit pouvoir s'effectuer sans traverser les lieux de travail ou de stockage.

Le sol et les parois doivent permettre un nettoyage efficace.

2.7 Dimension : (adaptée au nombre d'entreprises et aux effectifs).

Salle de réunion : de surface adaptée aux effectifs sur le chantier. Prévoir une table, des chaises pour 10 personnes, un tableau pour l'affichage des plans.

Les vestiaires : Les vestiaires auront une surface d'environ un (1) mètre carré par personne. Ils seront équipés d'une porte fermant à clef, d'une armoire individuelle et d'un siège par salarié.

Le réfectoire : Le local réfectoire pour le personnel, devra être aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Il devra être équipé de tables et sièges en nombre suffisant, d'appareils de réchauffage ou cuisson, d'un garde-manger, et d'un réfrigérateur.

Le sanitaire : Prévoir un (1) lavabo à eau potable à température réglable, un W-C avec poste d'eau, un urinoir, et une douche en cas de travaux insalubres et salissants.

Tous ces locaux seront chauffés et éclairés.

2.8 Localisation :

(Voir article 2.5 du présent P.G.C.).

- Bureau de chantier : (Voir article 2.5 du présent P.G.C.).
- Vestiaire : (Voir article 2.5 du présent P.G.C.).
- Sanitaire – WC : (Voir article 2.5 du présent P.G.C.).

2.8.1 Hors locaux en sous-sol (sauf éclairage et ventilation adaptés).

Il n'est pas prévu d'installer de locaux en sous-sol.

2.8.2 Permanente jusqu'à la fin du chantier.

La localisation des cantonnements est prévue permanente.

2.9 Accessibilité depuis la voie publique.

L'accès au chantier est possible sans aménagement particulier depuis la voie.

Les voies publiques sont revêtues.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 9 sur 29



2.10 Traitement de la plate-forme

2.10.1 de cantonnement.

- Sans objet.

2.10.2 des voies internes

- Il n'y a pas de voie interne nous sommes directement sur des voies publiques ou trottoirs.

2.10.3 Couverture des circulations entre cantonnements et sanitaires.

Sans objet.

2.11 Type.

2.11.1 cantonnements et sanitaires communs tous corps d'état (TCE).

Les sanitaires sont installés ou aménagés par le Lot G.O.

La salle de réunion sera mise à disposition par le Maître de l'ouvrage.

Les ateliers et magasins sont installés par chaque entreprise.

2.11.2 sanitaires TCE et cantonnements à charge de chaque entreprise.

Voir article 2.11.1 du présent PGC.

2.12 Eau.

L'installation d'un compteur de chantier et le branchement provisoire sont réalisés et à la charge du Lot 1 GO. Les frais de consommation sont répartis dans le cadre du compte commun de chantier.

2.12.3 essuie-mains.

Fournis par l'entreprise du lot n°1 G.O.

2.13 W.-C.

A la charge du Lot n°1 GO.

2.14 électricités :(déterminer l'entreprise responsable de la maintenance et vérification).

Les entreprises responsables des branchements provisoires d'électricité, de l'entretien des postes, lignes, prises et éclairages nécessaires aux besoins du chantier, sont :

- L'entreprise du lot 1 GO fournira les compteurs, et aura à sa charge le branchement EDF.
- L'entreprise du LOT n°1 G.O fournira les coffrets de branchement et réalisera les branchements et éclairages nécessaires, en assurera les vérifications et l'entretien. (Coffrets situés à moins de 30 mètres de tous lieux de travail)
- Les installations électriques sur lesquelles il est nécessaire d'intervenir devront être mises hors tension (procédure de consignation). En cas d'impossibilité de travailler hors tension, les électriciens devront être habilités.

2.15 Incendie.

Des extincteurs doivent être placés à proximité des locaux ou des zones dans lesquels se trouvent des produits inflammables (zones ou locaux de stockage, locaux vestiaires, réfectoire, lieux de travaux par point chaud).

Les zones encloisonnées dans lesquelles seront exécutées des travaux par point chaud, devront être dotées de deux extincteurs.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 10 sur 29



Les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage...), seront de préférence réalisés en atelier ou à l'extérieur du bâtiment. **En cas d'impossibilité, un permis de feu sera établi.**

Les voies à emprunter pour quitter les lieux d'intervention ainsi que les issues de secours, feront l'objet d'une reconnaissance.

Les zones dangereuses seront précisées et matérialisées.

Afin d'utiliser efficacement les extincteurs, le personnel doit avoir subi un minimum d'entraînement.

2.15.1 nombre d'extincteurs.

Chaque entreprise doit prévoir un extincteur à poudre pour ses ateliers et magasins.

L'entreprise titulaire du Lot 1 GO doit prévoir, un extincteur aux abords du coffret électrique et des cantonnements.

Pour les travaux par points chauds, les entreprises devront prévoir deux extincteurs.

2.15.2 Emplacement des extincteurs.

- Dans les cantonnements.
- Aux abords du coffret électrique.
- Sur les zones de travaux par point chaud.

2.15.3 Contrôle des extincteurs.

Chaque entreprise est responsable du contrôle périodique des extincteurs qu'elle met en place.

Chaque entreprise doit avoir formé ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

2.16 Secours : poste téléphonique d'appel.

Chaque entreprise aura un téléphone portable à disposition de ces employés.

2.17 Nettoyage : conditions de nettoyage.

L'entreprise du lot n° 1 fera effectuer le nettoyage des locaux communs tous corps d'état.

Chaque entrepreneur a à sa charge le nettoyage de ses cantonnements.

Nettoyage de chantier et des zones de travaux : voir article 2.21
--

2.18 Entretien technique : déterminer l'entreprise responsable.

L'entreprise du lot n°1 G.O est responsable de l'entretien technique des locaux communs et installations communes.

L'entreprise titulaire du lot n°1 G.O est responsable des installations électriques provisoires.

L'entreprise titulaire du lot n°1 G.O sera responsable des installations de distributions d'eaux provisoires.

2.19 Hébergement des travailleurs : dispositions adoptées.

Il n'est pas prévu d'hébergement des travailleurs sur le chantier.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 11 sur 29



2.20 Propreté - évacuation des déchets.

Les résidus putrescibles seront mis dans des récipients hermétiquement clos et déposés dans des poubelles. Le ramassage des poubelles est effectué par les services de la commune. Les dates de ramassage des ordures seront précisées pendant la période de préparation.

Les débris de verre, seront évacués dans le « récup-verre » le plus proche.

2.21 Règles générales de nettoyage du chantier applicables à chaque entreprise.

Chaque entrepreneur est chargé du nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En cours de travaux, les entrepreneurs effectueront des nettoyages partiels pour permettre l'intervention d'autres corps d'état.

Chaque entrepreneur a, à sa charge, la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation.

Chaque entrepreneur à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détérioré.

Le nettoyage des voies publiques empruntées par les engins est à la charge de chaque entreprise.

Il est formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures. Ils seront évacués par des goulottes, ou sortis en sacs ou par seaux.

Les gravois ne devront en aucun cas être stockés sur les plates-formes de travail ou les échafaudages.

Chaque entrepreneur à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détérioré.

L'état des voiries devra être maintenu pour assurer la sécurité des usagers.

2.22 Moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravois.

Seuls les déchets « ultimes » (pas susceptibles d'être traités ou valorisés) seront stockés en décharge. Tous les déchets susceptibles d'être traités ou valorisés notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction du caractère polluant ou dangereux seront évacués sur des sites de traitement et/ou de tri. (Circulaire du 15/02/2000 relative à la gestion des déchets de chantier du BTP).

L'enlèvement des « déchets ultimes », déchets recyclables et leur transport et les frais de stockage en dépôt définitif agréé par le Maître d'œuvre, sont assurés par chaque entreprise.

Cette opération sera effectuée spontanément par l'entreprise, ou à la demande du Maître d'œuvre.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 12 sur 29



Au cours de la période de préparation, les entrepreneurs soumettront à l'agrément du Maître d'œuvre, les zones de dépôts ou de traitement qu'ils auront retenues.

2.22.1 goulottes.

L'entreprise du lot n°1 G.O. devra installer des goulottes pour l'évacuation des gravats des étages si nécessaires.

2.22.2 bennes

A la charge de chaque entreprise.

2.22.3 Marché particulier avec une entreprise chargée du nettoyage.

Il n'est pas prévu de marché particulier pour le nettoyage.

Toutefois en cas de non-respect des règles de nettoyage, le maître d'ouvrage effectuera une mise en demeure à la suite de l'observation du maître d'œuvre ou du coordonnateur. La mise en demeure restant sans effet sous 48 heures le maître d'ouvrage fera appel à une

Société extérieure de nettoyage et répartira les frais de ladite entreprise à l'entreprise défaillante.

2.23 Mesures de sauvegarde envisagées en cas de carence persistante d'une entreprise.

Le nettoyage fait partie intégrante du chantier. S'il est cause de dépassement de délai contractuel, il sera soumis aux pénalités de retard prévues dans le CCAP.

Après avoir averti les entreprises déclarées défaillantes, le maître d'ouvrage effectuera une mise en demeure à la suite de l'observation du maître d'œuvre ou du coordonnateur. La mise en demeure restant sans effet sous 48 heures le maître d'ouvrage fera appel à une société extérieure de nettoyage et répartira les frais de ladite entreprise à l'entreprise défaillante.

2.24 Gardiennage.

Les clôtures provisoires ou définitives mises en place par l'entreprise du lot n° DEMOLITION / G.O seront fermées en dehors des heures de chantier. Fermeture par chaîne et cadenas à code.

3 - Mesures de coordination

3.1 - Circulation - approvisionnement

3.1.1 Zone de stockage (plan, affectation).

L'entreprise du lot n°1 G.O devra fournir pour approbation, un **plan d'installation de chantier**, mentionnant les zones affectées au stockage des différents matériaux. Au cours de la période de préparation, les entreprises devront fournir leurs besoins en surface de stockage. Les entrepreneurs doivent prendre en compte les recommandations suivantes :

- Adapter les structures aux trafics ;
- Limiter la hauteur des stocks et en assurer la stabilité ;
- Limiter les trafics à destinations différentes ;
- Fermer les accès et/ou clôturer l'aire ;
- Prévoir une signalisation efficace ;
- Séparer le trafic de la zone d'évolution des chargeurs ;
- Les zones de stockage sous les réseaux électriques ne seront pas autorisées ;

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 13 sur 29



3.1.2 zones tampon de stationnement.

La zone de stationnement pour les livraisons, doit se situer dans l'enceinte du chantier. Si toutefois pour diverses raisons, un véhicule de chantier ou de livraison est amené à stationner en bordure de la voie publique, l'entreprise doit mettre en place une signalisation appropriée.

En cas de besoin, des zones tampon de stationnement seront définies pendant la période de préparation.

3.1.3 Sens de circulation et de manœuvre des véhicules ;

Lorsque le conducteur d'un camion doit exécuter une manœuvre, et notamment une manœuvre de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes, une ou plusieurs personnes doivent, d'une part diriger le conducteur, et d'autre part avertir les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes précautions doivent être prises lors du déchargement d'une benne d'un camion.

La circulation des piétons sera interdite sur les aires de manœuvre.

3.1.4 Bureaux de trafic.

3.1.4.1 missions

Contrôle des entrées et sorties.

3.1.4.2 moyens :

Fourniture de la liste des personnes présentes sur le chantier.

3.1.4.3 Entreprise responsable de sa mise en place :

Chaque entreprise.

3.1.5 Circulations verticales et horizontales d'approvisionnement du chantier.

La constitution de tous les moyens d'accès aux différentes parties de l'ouvrage, et des dispositifs de protection destinés à assurer la sécurité des personnes et la préservation de l'environnement est laissée à l'initiative de l'entrepreneur en fonction des besoins découlant du mode opératoire qu'il a choisi. Toutefois la constitution de ces ouvrages devra au moins être équivalente aux dispositions édictées dans le tableau ci-après en fonction des entreprises responsables de leur mise en œuvre.

TOUTES ENTREPRISES	L'accès aux plates formes en hauteur, doit s'effectuer par l'intérieur de l'échafaudage en utilisant des escaliers, ou des échelles inclinées à trappes. Les escaliers ou échelles doivent être fixés, les marches ou échelons doivent être antidérapants. Les échafaudages doivent être conformes au décret du 8 janvier 1965.
TOUTES ENTREPRISES	Pour ce qui concerne les travaux en partie haute, les entreprises doivent utiliser des plates formes de travail, échafaudages ou des escabeaux stabilisés avec marche pied. En aucun cas les échelles ne devront être utilisées

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 14 sur 29



comme accès collectif.

Les accès et circulations aux postes de travaux en élévation sont à la charge de chaque entreprise.

Tous les moyens d'accès, aménagés par une entreprise dans le cadre de sa prestation, pourront être utilisés par les autres corps d'état.

Toutes les précautions doivent être prises pour empêcher les personnes d'être atteintes par des objets qui pourraient tomber des circulations ou d'autres lieux de travail.

Les matériaux se trouvant sur le chantier ne doivent être ni empilés ni disposés d'une manière pouvant mettre des personnes en danger.

Il est interdit de laisser à l'abandon sur le chantier des planches munies de pointes saillantes. Maintenir en permanence sur les zones de travaux, des circulations libres de tout encombrement inutile et constamment débarrassées de tous gravats et décombres.

Le conditionnement des matériaux et matériels, doit tenir compte des dimensions des ouvertures.

3.1.5.1 règles d'entretien.

Les dispositifs d'accès, les échafaudages ou plates-formes de travail installés par une entreprise pourront être utilisés par les autres corps d'état.

Chaque entreprise est responsable de la stabilité et de la conformité des dispositifs qu'elle utilise.

Chaque entreprise sera responsable de l'entretien des circulations d'approvisionnement des matériaux nécessaires à leur prestation.

3.1.5.2 Responsabilité d'entretien de ces circulations en état adapté.

Chaque entreprise sera responsable de l'entretien des circulations d'approvisionnement des matériaux nécessaires à sa prestation.

3.1.6 Moyens de manutention verticale.

Les entreprises devront préciser dans leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé les moyens de manutention verticale (monte matériaux, recettes) et les conditions dans lesquelles elles vont les utiliser (détermination, règles d'installation, d'accès et de maintenance). Ces moyens de manutention, seront compris dans les prix des entreprises et ne devront en aucun cas faire l'objet de réclamations ou de prix supplémentaires.

Chaque entreprise a la charge de la maintenance de ses appareils de manutention, et devra également fournir tous les documents (épreuves examens et inspections) relatifs aux appareils utilisés sur le chantier.

Pour l'utilisation d'appareils de levage et d'appareils de stockage, il convient de faire une demande d'autorisation auprès de la Mairie.

Le survol de charges au-dessus des cantonnements et à l'extérieur de l'emprise du chantier est interdit.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 15 sur 29



Les recettes, aménagées par une entreprise dans le cadre de sa prestation, seront mises à la disposition des autres corps d'état. La maintenance de ces recettes est à la charge de l'entreprise qui les aura réalisées. Chaque entreprise est responsable en cas d'intervention d'un de ses salariés sur des recettes mal protégées.

3.1.6.1 Monte matériaux.

Utilisation possible d'engins de type magnescopic, manitou, grue sur véhicules.

3.1.6.2 recettes (détermination, règles d'installation, d'accès, de maintenance)

Des recettes seront aménagées et maintenues par le lot n° 1 G.O à chaque niveau des différentes zones du bâtiment.

3.1.6.3 ascenseurs provisoires ou définitifs (détermination, règles d'installation, d'accès, de maintenance)

Sans objet.

3.1.7 Balisage des niveaux, accès et issues pour les approvisionnements et pour le personnel.

Le balisage est à la charge de l'entreprise du lot n°1 G.O.

Chaque entreprise doit remettre en place le balisage retiré pour les besoins de sa prestation.

3.2 - Levage et manutention

3.2.1 Principales dispositions envisagées relatives au nombre et à l'emplacement des engins de levage.

Les entreprises pourront prévoir des grues auxiliaires de véhicules, des chariots automoteurs, magnescopic ou des montes matériaux...

Les entreprises devront fournir également les documents relatifs aux vérifications périodiques des engins.

La stabilité des engins de levage doit être assurée en toutes circonstances.

3.2.2 Mesures de planning des travaux permettant d'éviter ou réduire les interférences entre grues du chantier.

Sans objet.

3.2.2.1 Répartition en tranches

Sans objet.

3.2.2.2 Phasage des travaux.

- Le calendrier détaillé d'exécution sera élaboré pendant la période de préparation.

3.2.3 Mesures de sécurité destinées à supprimer les risques entre les éléments de grues du chantier ou du chantier voisin.

Sans objet.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 16 sur 29



3.2.4 Conditions d'utilisation par les autres corps d'état des grues d'une entreprise.

Sans objet.

3.3 - Protection des accès

3.3.1 Nature

Les accès exposés aux chutes de matériaux ou de matériels depuis les éléments en élévation seront fermés et un périmètre de sécurité sera balisé.

3.3.1.1 auvents :

Les accès exposés aux chutes de matériaux ou de matériel seront protégés par des auvents ou ces accès seront interdits et un périmètre de sécurité sera matérialisé.

3.3.2 Emplacement.

- Protection par auvent ou fermeture des accès exposés aux chutes de matériaux ou matériels et des accès des personnes et des matériaux pour les travaux en élévation.

3.3.3 Responsabilité de la mise en place et de la maintenance :

La mise en place et la maintenance des protections collectives et du balisage du périmètre de sécurité incombent à l'entreprise principale lot n° 1 G.O. Les entrepreneurs devront remettre au maître d'œuvre, un certificat de conformité délivré par leurs chargés des ouvrages provisoires.

3.4 - Protections collectives :

3.4.1 Principes généraux de protection collective des circulations et des postes de travail.

Les éléments constructifs définitifs seront mis en place au fur et à mesure de l'exécution de la construction. Les tranchées seront refermées à l'avancement.

Les postes de travail en élévation seront équipés d'échafaudages, ou de plates formes de travail.

Prévoir des dispositions constructives facilitant la fixation des gardes corps provisoires pendant les travaux. Des gardes corps définitifs seront disposés sur les zones nécessitant la circulation ou la présence d'une personne pour l'entretien.

Utilisation de nacelles pour la mise en place d'éléments en élévation.

Les travaux en hauteur s'effectueront à partir d'échafaudages, de nacelles, de plates formes de travail et escabeaux stabilisés.

Les trémies devront être obturées (système de fermeture bloqué). En cas d'impossibilité de mise en place des dispositifs cités, des garde-corps rigides seront mis en place au pourtour des trémies et en rive des dalles et planchers ou des toitures. Les fouilles seront balisées par grillages de couleur.

Les sous-faces du bâtiment seront protégées par des filets tendus.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 17 sur 29



Les parties d'une construction non livrables au service du chantier et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, doivent être nettement délimitées et visiblement signalées. Leurs accès doivent être interdits par des dispositifs matériels.

D'une manière générale les interventions à l'aide d'échelles sont proscrites.

Pour les manutentions horizontales, il convient de prévoir l'utilisation de transpalettes manuels, gerbeurs élévateurs ou positionneur de charge.

Les rives des toitures seront protégées par des gardes corps ou par des filets de protection. Ces dispositions sont à la charge du lot n°1 G.O.

Mise en place de filets par le lot n°1 G.O pour la réalisation des toitures (en rive et en sous face de toiture).

3.4.1.2 planchers.

Gardes corps provisoires en rives de la dalle. Prévoir des montants de garde-corps conformes à la norme NF P 93-340, des lisses métalliques ou en bois et des plinthes.

Ces protections incombent à chaque entreprise.

3.4.1.3 baies.

Gardes corps provisoires et plinthes.

Ces protections incombent au Lot 1 GO.

3.4.1.4 terrasses.

Protection par gardes corps et circulation sur les toitures. Ces Protections incombent au lot CHARPENTE BOIS

3.4.1.5 trémies.

Garde-corps provisoire en rive des dallages (voir art. 3.4.1.2 du PGC) ou plateforme auto-coinçante.

Pour les petites trémies, fermeture par platelage bois bloqué.

Ces protections incombent au Lot 1 GO

3.4.1.6 escaliers.

Les mains courantes et les gardes - corps provisoires des escaliers incombent au Lot 1 GO jusqu'à la mise en place des protections définitives

3.4.1.7 échafaudages.

Echafaudages conformes au décret du 8 janvier 1965.

Ils seront constitués de semelles de répartition, de planchers, plinthes, filet, garde-corps, pare gravois, et renforcement pour décrochement. Prévoir l'accès par l'intérieur. (Incombe à chaque entreprise suivant besoins et planning).

3.4.1.8 Plate-forme de travail.

Gardes corps provisoires ou filets. (Incombe à chaque entreprise suivant besoins et planning).

3.4.1.9 Sous-face de toiture.

Sans objet.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 18 sur 29



3.4.2 Mesures de coordination envisagées pour permettre l'intégration de la sécurité ou la mise en place de protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place.

Les protections collectives mises en place par une entreprise, sont utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives (protections conformes au décret du 8 janvier 1965).

Lorsque l'exécution d'un travail déterminé et de courte durée nécessite l'enlèvement d'un dispositif de sécurité, des mesures compensatrices de sécurité doivent être prises. Tout dispositif qui a dû être enlevé doit être remis en place dès que le travail a été effectué.

3.4.3 Détermination de l'entreprise responsable de la maintenance des protections collectives.

Chaque entreprise, est responsable de la maintenance des protections qu'elle met en place.

La fourniture, la mise en place et l'entretien des protections collectives sont à la charge de chaque entreprise, à l'exception des protections « inter-entreprises » comme les protections des ouvertures donnant sur l'extérieur, des escaliers, des trémies, des gaines...) qui sont à la charge du Lot GO jusqu'à la mise en place des protections définitives.

3.4.3.1 Rappel de la responsabilité de chaque entreprise en cas d'intervention de ses salariés sur un emplacement non protégé.

Chaque entreprise est responsable en cas d'intervention de ses salariés sur un emplacement non protégé.

3.4.4 dispositions de sauvegarde applicables en cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état.

Le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur pourront arrêter le poste de travail qui présente des causes de danger grave et imminent, et ce jusqu'à la mise en œuvre effective des protections et mesures de sécurités requises.

Si l'arrêt du poste de travail, est cause de dépassement de délai contractuel, il sera soumis aux pénalités de retard prévues dans le CCAP.

3.5 -Électricité de chantier.

3.5.1 Eclairage :

Tous les lieux où sont exécutés des travaux, ainsi que leurs accès, doivent être convenablement éclairés.

Toutes les dispositions doivent être prises afin que les travailleurs ne puissent se trouver incommodés par les effets thermiques dus au rayonnement des sources d'éclairage.

Des blocs autonomes de secours seront installés dans les accès sombres indépendamment de l'éclairage de chantier de manière à permettre aux salariés de quitter le chantier sans

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 19 sur 29



encombre en cas d'interruption de l'éclairage principal (en cas d'incendie). A la charge du lot Electricité.

3.5.2 Prises de courant :

Un compteur de chantier sera installé par l'entreprise du Lot 1 G.O. L'armoire de chantier sera munie d'un disjoncteur haute sensibilité.

Des coffrets de distribution étanches répondant aux normes en vigueur, seront répartis par le lot électricité, sur les lieux de travail. Ces coffrets doivent permettre le branchement de prises de courant sans avoir à ouvrir la porte du coffret, qui devra être maintenue fermée à clef. Ces coffrets seront équipés d'un dispositif différentiel à haute sensibilité $I \Delta n \leq 30 \text{ mA}$ pour branchement d'outillage portatif.

Certains corps d'état pourront demander à leur frais, des branchements spécifiques.

3.5.3 Règles particulières aux enceintes très conductrices.

Il s'agit des enceintes dont les parois sont très conductrices et où les personnes y accédant ont contact avec ces parois sur une grande surface de leur corps.

3.5.3.1 éclairages 24 V.

Pour ces zones, l'entreprise doit prévoir un éclairage 24 V.

Les lampes baladeuses doivent obligatoirement être alimentées en très basse tension de sécurité 24 V.

3.5.3.2 Transformateur de sécurité à séparation de circuit.

Prévoir un transformateur de sécurité 230 V/24 V situé à l'extérieur de l'enceinte conductrice, ou un transformateur à séparation de circuits de classe II sous réserve que chaque transformateur n'alimente qu'un seul appareil électrique de classe II.

3.5.4 Détermination de l'entreprise responsable de l'installation de la maintenance et des contrôles périodiques.

L'entreprise responsable de l'installation du réseau provisoire du chantier, de la maintenance et des contrôles périodiques, est l'entreprise principale lot n° 1.

3.6 - Travaux interférents

3.6.1 dispositions prises pour éviter les travaux superposés.

3.6.1.1 Planning des travaux.

Un planning sera établi pendant la période de préparation. En cas de décalage du planning, une réunion de coordination sera organisée avec tous les intervenants concernés.

3.6.1.2 Gel provisoire de façades.

Des dispositions particulières comme la réservation ou le gel de façades, seront prises au cours de l'avancement des travaux, afin d'éviter la superposition de certaines tâches dues au décalage des délais d'intervention des différentes entreprises.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 20 sur 29



3.6.1.3 Réserve de surfaces.

Des dispositions particulières comme la réserve ou le gel de surfaces pourront être prises au cours de l'avancement des travaux, afin d'éviter la superposition de certaines tâches dues au décalage des délais d'intervention des différentes entreprises.

3.7 dispositions prises pour prévenir les risques superposés.

Dans le cas de superposition de travaux, dans des zones non protégées, les entreprises concernées, devront réaliser, soit des auvents, soit des balisages de zones et des protections des accès.

Tout changement dans le planning initial devra être signalé au coordonnateur qui définira les consignes à appliquer.

Tous les travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur ou d'un engin de levage, nécessiteront le port du casque.

3.7.1 Auvents.

Protection des échafaudages et des accès. (Pare gravois).

3.7.2 Balisage de zones.

Zone de stockage.

Zone de stationnement pendant l'approvisionnement.

3.7.3 Protection des accès.

Fermeture de l'accès et balisage d'un périmètre de sécurité, ou protection par auvents, pare gravois.

3.8 Dispositions de nature à éviter la coactivité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (décalage horaire des travaux concernés).

3.8.1 Flocage

Sans objet.

3.8.2 Sablage

Réserve de la zone de travaux.

3.8.3 Application de substances toxiques ou explosives.

Réserve de la zone de travaux.

3.9 Travaux spécifiques

3.9.1 Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousse polyuréthane)

3.9.1.1 Communication préalable au maître d'œuvre des fiches de données de sécurité.

Dans le cas d'utilisation de ces produits, l'entreprise concernée devra communiquer préalablement au maître d'œuvre les fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, et les installations électriques seront adaptées aux risques.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 21 sur 29



3.9.1.2 règles de stockage.

Voir fiches de données de sécurité.

3.9.1.3 Ventilation des lieux de travail et de stockage.

Voir fiches de données de sécurité.

Dans les locaux où les travaux vont générer de fortes concentrations de poussières et où la ventilation est insuffisante ou inexistante, il conviendra d'installer une ventilation mécanique, ou effectuer une aspiration permanente des poussières (buses et petites hottes déplaçables reliées à un système d'aspiration).

3.9.1.4 Installation électrique adaptée aux risques.

Voir fiches de données de sécurité.

3.9.2 Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers.

Non prévu sur ce chantier.

3.9.3 Travaux en vide sanitaire.

Il n'est pas prévu de travaux en vide sanitaire.

3.9.4 Travaux polluants.

Les poussières seront fixées par un arrosage fin (brumisation).

En cas de découverte de produits contenant de l'amiante, les travaux seront arrêtés et les dispositions réglementaires seront prises (analyse du produit, plan de retrait et/ou intervention d'une entreprise agréée, transport de stockage en décharge agréée).

3.9.5 Travaux bruyants.

Si l'exposition sonore quotidienne des travailleurs atteint ou dépasse un niveau de 85 dB (A) ou si la pression acoustique de crête atteint ou dépasse le niveau 2 : 135 dB, l'employeur, par surcroît, est tenu de mettre en œuvre des mesures de prévention techniques collectives, lorsque ces valeurs atteignent ou dépassent respectivement 90 dB (A) et 140 dB.

Ces lieux ou emplacements de travail doivent faire l'objet d'une signalisation appropriée. (C. Trav. Art R232.8.5).

Dans tous les cas les zones bruyantes devront être isolées des autres travailleurs et des occupants de l'établissement en activité. Les protections collectives contre les bruits seront à la charge des entreprises émettrices.

3.9.6 Travaux de démolition.

- 1. Retrait des matériaux contenant des fibres d'amiante. Notamment les couvertures en amiante ciment. Cette opération implique l'établissement d'un plan de retrait transmis un mois avant le démarrage du chantier à l'inspecteur du travail, la CRAM et l'OPPBTP. Pour ce type de matériaux (non friables) il est possible de proposer un procédé de « déconstruction » (démontage sans casse d'éléments).
- 2. En cas de démolition de supports couverts par des peintures au plomb, l'entrepreneur doit prévoir les mesures de protection et de surveillance médicale des travailleurs exposés au plomb et à ses composés.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 22 sur 29



- 3. L'entrepreneur doit pendant la période de préparation intégrer tous les éléments relatifs au diagnostic technique de l'ouvrage.
- 4. L'entrepreneur doit repérer et déconnecter tous les réseaux existants.
- 5. L'entrepreneur doit vérifier l'éventuelle présence de produits ou matériaux dangereux et faire procéder à leur détoxification ou inertage avant la démolition. (Hydrocarbures, goudrons et suies ; produits chimique ou bio contaminants comme les légionnelles dans les installations sanitaires).
- 6. Organiser le tri des déchets.
- 7. Choisir les procédés de démolition adaptés.
 - Méthodes manuelles. Déraser la construction par assises horizontales successives en commençant par la partie supérieure. Evacuation des gravats à travers des trémies munies de protections collectives ou vers l'extérieur par des goulottes. Ce mode opératoire nécessite une main d'œuvre très expérimentée travaillant dans des conditions inconfortables et pénibles. Elle nécessite la mise en place d'étais provisoires. Cette méthode est à proscrire pour les ouvrages en matériaux très résistants.
 - Démolition à l'aide d'engins mécaniques. Pelle hydraulique ; croc ; cisaille ou pince.
 - Utilisation du brise roche. Ce procédé est à éviter compte tenu des nuisances sonores et les vibrations générées.
 - Méthode de démontage et découpages.
- 8. Prévention des chutes de hauteurs.
 - Gardes corps ou surfaces de recueil en bordure des plateformes de travail. En cas d'impossibilité pour des travaux de courte durée, prévoir la mise en place de protections collectives. (Ligne de vie et harnais de sécurité).
 - Obturer les trémies ou disposer des gardes corps en périphérie.
- 9. Prévention effondrement non contrôlé.
 - Délimiter la zone de chute prévue et en interdire l'accès à toute personne. (Mise en place de barrières et affectation de signaleurs).
 - S'assurer que les moyens mis en œuvre ne mettent pas en péril la stabilité des avoisinants, et n'entraînent pas de risques pour le personnel et les tiers.
- 10. Chute de matériaux
 - Rendre inaccessible les zones de chutes des matériaux.
 - Auvent de protection capables d'arrêter la chute des pierres et gravats (panneaux de bois ou métalliques jointifs,). Au droit des voies publiques circulées.
 - Protéger les circulations publiques piétonnes par déviations sur le trottoir d'en face et par création d'une structure protégée et éclairée.
 - Pas de travaux superposés pendant les démolitions.
 - Les zones exposées aux chutes de matériaux seront protégées par des écrans stables, résistant à toute chute ou effondrement.
 - Délimiter les zones de chutes des matériaux et mettre en œuvre des procédures permettant de s'assurer qu'aucun jet de matériaux ne sera effectué pendant l'évacuation.

3.9.7 Conduite d'engins.

Les conducteurs d'engins devront posséder l'autorisation de conduite établie et délivrée par le chef d'établissement. (Décret du 2-12-1998) (Recommandation R 372).

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 23 sur 29



3.10 Prévention et protection incendie

3.10.1 règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables.

Les locaux de stockage et emplacement de travail ne doivent contenir de sources d'ignition telles que, foyer, flamme, appareil pouvant produire des étincelles, ni aucune autre surface susceptible de provoquer par sa température une auto inflammation des produits entreposés ou mis en œuvre.

L'entreprise utilisant des produits inflammables devra les soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, et présenter dans son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), les mesures de prévention appropriées pour le stockage et la mise en œuvre du produit.

3.10.2 dispositions prises pour lutter contre l'incendie.

Le premier secours est assuré par des extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement.

L'incinération des déchets sur le chantier est interdite.

Une quantité de sable ou terre meuble sera conservée à proximité du chantier, avec un moyen de projection, pour servir à éteindre un commencement d'incendie.

Toutes ces installations feront l'objet d'une signalisation.

Les numéros d'appel et la consigne de déclenchement des secours seront affichés sur le chantier près du téléphone.

3.10.2.1 Extincteurs.

Voir article 2.15

Chaque entreprise devra prévoir des extincteurs à poudre à placer aux abords de ses stocks de produits inflammables et sur ses engins de chantier.

Chaque entreprise est responsable du contrôle périodique des extincteurs qu'elle met en place.

Chaque entreprise doit avoir formé ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Ces extincteurs doivent être vérifiés périodiquement. Le choix du produit doit être adapté à la classe de feux et aux locaux dans lesquels l'extincteur peut être utilisé (avec ou sans risque électrique).

3.10.2.2 Permis de feu.

Mettre en place des écrans protecteurs pour masquer les arcs aux travailleurs autres que les soudeurs ou leurs aides, afin de supprimer les risques d'éblouissement ultraviolet.

Pour les travaux par points chauds (soudage, meulage, découpage...), un permis de feu sera établi avec le chef de l'établissement ou son représentant. Les entreprises devront prendre les dispositions suivantes :

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 24 sur 29



Avant les travaux.

- Prévoir deux personnes par poste de travail, équipées de deux extincteurs 9 Kg à poudre.
- Vérifier que le matériel de soudage ou découpage est en parfait état de fonctionnement.
- Les chalumeaux doivent être équipés de clapets anti-retours.
- L'organe de coupure de l'alimentation électrique doit être accessible et identifié.
- Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre (poste de soudage équipé d'un chariot sur roues).
- Colmater les ouvertures susceptibles de laisser prendre les projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles.
- Ecarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées.
- Dégager les matériaux combustibles à environ 10 mètres autour du lieu des travaux par points chauds.
- Protéger les parties exposées, par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent.
- Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.
- Un exemplaire du permis de feu devra être affiché sur les lieux du chantier.

Pendant les travaux, prévoir.

- Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau.
- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Refroidir les parties ou objets chauffés. S'il y a impossibilité, les déposer sur des supports incombustibles.
- Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

Après l'exécution des travaux.

- Arrêter les travaux par points chauds deux (2) heures avant la cessation du travail, et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux.
- Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché, les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes.
- Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles.
- Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

3.10.2.3 Colonnes sèches.

Sans objet.

3.10.2.4 Service de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques.

Non prévu.

4 - Organisation des secours

4.1 Accès du chantier et circulations sur le chantier réservé aux secours.

Un accès sera toujours libéré de façon à permettre la circulation éventuelle des secours.

4.2 Identification du chantier et de ses accès par les secours.

Chantier de Réhabilitation du Pôle de Restauration

DLEM 6- 02 RN 19

DZAOUDZI MAYOTTE 976

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 25 sur 29



4.3 Téléphones de secours.

POLICE / Gendarmerie	☎ 17
S.M.U.R.	☎ 15
POMPIERS	☎ 18 - GSM 112
Hôpital Mamoudzou <i>urgences</i>	☎ 0269 61 86 86
Electricité De Mayotte (24/24)	☎ 0269 60 82 60
SOGEA	☎ 0269 61 14 55
France Télécom	☎ 10 13
C.S.S.M. Sce Prévention	☎ 0269 61 87 48
DIECCTE (Inspection du Travail)	☎ 0269 61 16 57
Médecine du Travail (MEDETRAM)	☎ 0269 60 23 83
Préfecture	☎ 0269 63 50 00
Conseil Général Mayotte (CDM)	☎ 0269 64 90 00
DEAL (Direction de l'Équipement)	☎ 0269 61 12 54
Direction Générale Aviation Civile (DGAC)	☎ 0269 63 82 02
Direction Agriculture et Forêt (DAF)	☎ 0269 61 12 13

4.4.1 Secourisme.

Si le chantier occupe 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

L'entrepreneur fournira la liste des secouristes présents sur le chantier.

4.4.2 Infirmerie (Si plus de 200 salariés).

Sans objet.

4.5 Moyen d'évacuation des blessés (nacelle).

Non prévu.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	DLEM POLE RESTAURATION
	N° MCS-16043	Page 26 sur 29



ANNEXES

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	STEP DE BOUENI ET BAMBO-OUEST
	N° MCS-17041	Page 27 sur 29



Contenu du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé *(A remettre par les entreprises).*

1 Renseignements généraux.

Nom et adresse de l'entrepreneur.
Nom et adresse du responsable de l'exécution des travaux.
Nom et numéro du lot des travaux.
Effectif prévisible du chantier.
Noms et adresses des sous-traitants

2 Prévention.

Analyse des risques générés par l'activité :

- Des autres entreprises, du chantier, de l'environnement ;
- De l'entreprise sur les autres intervenants ;
- De l'entreprise sur ses propres salariés.

Analyse détaillée des procédés de construction.

Analyse détaillée des procédés d'exécution.

Description (avec schéma si possible) des modes opératoires.

Définition des risques prévisibles liés :

- Aux modes opératoires ;
- Aux matériels, dispositifs et installations ;
- à l'utilisation de substances ou préparations ;
- Aux déplacements du personnel
- À l'organisation du chantier ;

Mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle choisies.

Enoncé des conditions de contrôle et de maintenance.

3 Hygiène.

Hygiène aux postes de travail (prévention des maladies professionnelles) - utilisation de produits dangereux.

Locaux mis à disposition du personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, etc.)

- Emplacement ;
- Surface ;
- Equipement ;
- Date de mise en service.
-

4 Consignes de premiers secours.

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	STEP DE BOUENI ET BAMBO-OUEST
	N° MCS-17041	Page 28 sur 29



Le chapitre 2 «prévention » peut être rédigé sous la forme du tableau présenté ci-dessous :

Opérations	
Dangers présentés	
Moyens de prévention adoptés	
Textes applicables	
Service à contacter	

Sarl Maoré Coordination Sécurité (M.C.S.) Site CAPMAY 3 – ZI Vallée 3 Longoni Tél : 0269 60 01 11 – Fax : 0269 61 33 85 – Courriel : secretariat.direction@holding-bm.com	Opération	STEP DE BOUENI ET BAMBO-OUEST
	N° MCS-17041	Page 27 sur 29